



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Développement durable  
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le

12 NOV. 2018



Administration communale de  
Strassen  
B.P. 22  
L-8001 Strassen

N/Réf: 72986/PS  
Dossier suivi par Pit Steinmetz  
Tél : 2478 6857  
Email : pit.steinmetz@mev.etat.lu

**Concerne : Plan d'aménagement général de la commune de Strassen - Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis article 6.3) – Avis complémentaire**

Monsieur le Bourgmestre,

Par vos courriers du 16 juillet 2018 et du 24 septembre 2018 vous m'avez soumis pour avis deux documents qui s'ajoutent à la première phase de l'élaboration du rapport environnemental dite « Umwelterheblichkeitsprüfung » (UEP) relative à votre projet d'aménagement général. Un premier avis au regard de l'UEP a été émis en date du 6 mars 2013. Le présent avis porte sur les deux documents supplémentaires et vient compléter le dossier de la phase 1 de l'élaboration du rapport environnemental, sans préjudice des conclusions de l'avis précité.

Les documents élaborés par le bureau d'études CO3 traitent, d'une façon sommaire, les incidences probables de sept surfaces sur l'environnement. Deux surfaces ont déjà été évaluées en partie dans le cadre de l'UEP datant de 2011 (surfaces 10 et 13). Tandis que la surface 10 intègre désormais des fonds situés en zone verte, la surface 13 a été agrandie par des fonds ayant déjà le statut de terrains à bâtir. Selon le bureau d'études, quatre des sept surfaces devront être retenues pour une analyse plus approfondie dans le cadre de la finalisation du rapport environnemental (surfaces 10, 13, 15 et 17).

Dans mon premier avis, j'avais souligné que le sujet de la consommation du sol devra être traité dans le rapport environnemental. En effet, le projet de PAG à la base de l'UEP comportait un potentiel foncier de 76 ha, une valeur qui dépasse considérablement la valeur d'orientation de 59,04 ha attribuée à la commune de Strassen sur la période de référence de 12 ans. Dans cet ordre d'idées, j'avais indiqué que « le rapport environnemental devra (...) présenter des mesures

Bureaux :  
4, Place de L'Europe  
L-1499 Luxembourg

Tél : (+352) 247-86824  
Fax : (+352) 400410

Adresse postale  
L-2918 Luxembourg

concrètes pour réduire la consommation du sol ». Il convient de noter que l'approche de prévoir des nouvelles zones destinées à être urbanisées supplémentaires (surfaces 10 et 15) ne constitue guère une réponse appropriée à la thématique de la consommation du sol.

Il ressort de l'UEP que cinq surfaces vont faire l'objet d'avis d'experts en matière de l'avifaune et de chiroptères (surfaces 10, 13, 15, 16, 17). Dans l'hypothèse où ces avis concluent à la nécessité de réaliser des études de terrain, il importe de compléter le rapport environnemental par ces études, notamment dans le cas de nouvelles zones destinées à être urbanisées. Le cas échéant, il peut s'avérer utile de se concerter avec mes services sur base des avis des experts sur la démarche à suivre.

En relation avec les nuisances sonores engendrées par le trafic sur l'autoroute A6, le bureau d'études recommande certaines mesures d'atténuation, comme la réduction de la vitesse ou le choix d'un revêtement produisant moins de bruit sur l'autoroute. Compte tenu que l'Administration des ponts et chaussées s'occupe de la gestion du réseau autoroutier, la faisabilité des prédites mesures devrait être clarifiée avec cette Administration. En ce qui concerne l'adaptation de l'orientation des bâtiments et l'installation de dispositifs anti-bruit, ces mesures sont à concrétiser dans le cadre du rapport environnemental, au moins pour les surfaces 13 et 17.

Les documents soumis pour avis se rapportent encore aux dispositions de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de nature et des ressources naturelles. A noter que cette loi a été abrogée avec l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (loi PN ci-après). Le rapport environnemental à finaliser dans le cadre de la refonte du PAG devra se rapporter aux dispositions de la nouvelle loi.

### **Remarques spécifiques relatives aux zones évaluées**

- Surface 10 : Tout d'abord, il y a lieu de remettre en question l'approche de vouloir classer en zone d'habitation des fonds à réserver, selon le projet de plan directeur sectoriel « transports » (PST), pour la réalisation du projet de voies de délestage de Strassen. En effet, cette approche n'est pas compatible avec les dispositions de l'article 6.2 du projet de règlement grand-ducal rendant obligatoire le PST<sup>1</sup>. Pour cette raison, il est recommandé de renoncer à la partie de la zone d'habitation concernée par le couloir du PST, respectivement de se concerter avec les responsables du Département de l'aménagement du territoire à ce sujet.

Ensuite, il importe de se pencher en phase 2 de l'EES sur le schéma directeur à développer pour cette surface. Il s'agit, entre autres, de préciser l'aménagement de la zone tampon entre la zone d'habitation et la voie de délestage (localisation, largeur, plantation à réaliser etc.) et de contribuer à une intégration des structures ligneuses de la surface dans un futur projet de construction (p.ex. la rangée d'arbres de la parcelle n°795/4259). Au cas où l'autorité communale prévoit un classement en zone d'aménagement différé (ZAD) de la partie constituant une nouvelle zone destinée à être urbanisée, il y a lieu de souligner que l'approche de vouloir créer de nouveaux terrains à bâtir et de les frapper en même temps d'une interdiction temporaire d'aménagement et de construction est illogique et ne peut pas être soutenue.

---

<sup>1</sup> « Les couloirs et zones superposés doivent être gardés libres de toute construction, hormis celles définies au premier point de l'article 2. »



Enfin, la surface 10 est située dans une zone de protection d'eau potable provisoire. Dans ce contexte, le bureau d'études fait savoir que l'aquifère du Grès de Luxembourg (li<sub>2</sub>) est protégé par des couches sus-jacentes (« Deckschichten »). Il est vrai que la formation des Marnes et Calcaires de Strassen (li<sub>3</sub>) recouvre le Grès de Luxembourg sur une grande partie du territoire communal. Il convient toutefois de noter que la formation du li<sub>3</sub> n'est que présente sur la partie Sud-Est de la surface 10 (voir l'ancienne édition de la carte géologique du Luxembourg), de sorte que l'effet protecteur de cette formation n'est pas donné pour la partie restante de la surface ;

- Surface 13 : Dans mon premier avis, j'avais indiqué au regard de la surface UEP13 que le rapport environnemental devrait se focaliser « sur les incidences potentielles sur la qualité paysagère et la diversité biologique ». Ceci vaut également pour la surface 13 agrandie ;
- Surface 15 : Le site des scouts « Bei de Kiewerlecken » se trouve actuellement dans le bâtiment n°66, rue du Bois (partie Sud de la surface). D'après le bureau d'études, il est prévu de déplacer ce site sur la partie Nord de la surface, qui constitue une nouvelle zone destinée à être urbanisée. Vu la présence d'une prairie maigre de fauche (6510) sur cette partie, il est nécessaire de vérifier en phase 2 de l'EES des solutions de substitution. Par ailleurs, le projet devra être concrétisé dans le rapport environnemental (Quelles constructions sont prévues ? Quels aménagements ?) afin de pouvoir affiner l'évaluation des incidences et de préciser le classement y projeté ;
- Surface 16 : Contrairement à l'appréciation du bureau d'études, une évaluation de cette surface de 3,6 ha en phase 2 de l'EES est nécessaire en mettant l'accent sur les biens environnementaux « flore, faune, biodiversité » et « paysage ». Premièrement, il est nécessaire de clarifier à la base des avis d'experts en avifaune et en chiroptères, s'il faudra conserver en relation avec la protection stricte des espèces protégées certaines structures ligneuses présentes sur le site. Une telle conservation s'avère également nécessaire afin de limiter l'impact paysager potentiel. Deuxièmement, les activités actuelles sur la surface (centre équestre incluant une école d'équitation et une pension pour chevaux) semblent être compatibles avec les dispositions de l'article 6 de la loi PN, de sorte qu'un maintien en zone verte du site serait justifié. Quant aux nouvelles idées de l'exploitant brièvement développées par le bureau d'études (« „Ferien auf dem Bauernhof“ sowie Einrichtung eines Dorfladens »), celles-ci nécessitent évidemment un classement en zone destinée à être urbanisée, surtout dans le cas de figure que ces idées impliquent de nouvelles constructions. Il importe de mener des réflexions sur le besoin réel de terrains à reclasser en zone de sports et de loisirs (REC) et de cadrer les futures utilisations sur la surface par la définition d'une REC spécifique.

Comme dans le cas de la surface 10, il est recommandé de renoncer au classement de la partie de la surface 16 concernée par le couloir à réserver pour le projet de voies de délestage de Strassen, respectivement de se concerter avec le Département de l'aménagement du territoire au sujet des planifications ;

- Surface 18 : La surface se trouve entre la Route d'Arlon (N6) et la Rue du Kiem respectivement entre deux ponts qui traversent l'autoroute A6. L'autorité communale prévoit un classement en tant que zone spéciale (SPEC-admin) et vise une construction au-dessus de l'autoroute (« Autobahnüberbauung »). Même si une analyse détaillée de la surface en phase 2 de l'EES n'est pas nécessaire, il est indiqué de préciser les détails du projet (genre de bâtiments y prévu, méthode de construction etc.) et de se pencher sur les incidences probables engendrées par la phase chantier. Dans ce contexte, l'ensemble de la SPEC-admin envisagée est à considérer. Par ailleurs, il est recommandé de clarifier avec

l'Administration des ponts et chaussées la faisabilité d'un tel projet de construction à cet endroit, afin de vérifier la pertinence du classement ;

- Surface 19 : La commune envisage le classement de cette surface en zone de sports et de loisirs (REC), afin de régulariser le centre équestre y présent. Ce classement est vu d'un œil critique, puisqu'il risque de provoquer des classements supplémentaires et des densifications du tissu urbain dans la vallée dite « Reckendall », contribuant ainsi à la fragmentation écologique dans cette vallée d'une certaine valeur écologique (présence considérable sur les versants de la vallée d'Hêtraies du Asperulo-Fagetum, habitat naturel de l'annexe I de la directive « habitats » (9130)). Afin d'éviter de tels développements, les auteurs du rapport environnemental sont invités de s'investir dans la définition d'une REC spécifique qui restreint l'utilisation de la zone qu'aux activités liées au cheval et qui empêche des constructions supplémentaires. Cette REC spécifique est à reprendre dans la partie réglementaire du PAG. Dans ce cas de figure, une évaluation des incidences probables du classement sur la zone spéciale de conservation « Vallée de la Mamer et de l'Eisch », présente à proximité directe de la surface, n'est pas nécessaire. Dans le cas contraire, une telle évaluation est nécessaire.

Dans le cas de la surface 19, il importe de se concerter avec l'administration communale de la Ville de Luxembourg, vu que la partie Nord des constructions existantes de la surface se trouve sur le territoire de la celle-ci.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de l'Environnement



Carole Dieschbourg

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur, Administration de la nature et des forêts, Administration de l'environnement, Administration de la gestion de l'eau